

PRIS DE L'ABONNEMENT : Roubaix-Tourcoing, Trois mois, 43 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an, 50 francs. — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs. — La France et l'Étranger, les frais de poste en sus. Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17 | A TOURCOING, RUE DES POUTRAINS, 42

Directeur : ALFRED REBOUX

AGENCE SPÉCIALE A PARIS : Rue Notre-Dame-des-Victoires, 28

ABONNEMENTS ET AVOISÉS : Rue Neuve, 17, à Roubaix. — A Lille, rue du Curt-Saint-Étienne 9 bis. — A Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et C<sup>e</sup>, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34, à Bruxelles, à l'Office de Publicité.

ÉLECTION LÉGISLATIVE du 27 Novembre 1887

M. Alfred DELESALLE MEMBRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LILLE

M. Célestin FAUVILLE CULTIVATEUR MAIRE DE NEUVILLE-SUR-LESCAUT Conseiller d'Arrondissement

LA CRISE

MINISTÉRIELLE & PRÉSIDENTIELLE (D'un correspondant particulier)

Paris, 26 novembre. La détermination que nous signalons hier...

« D'abord, la volonté des membres de la majorité de gauche de ne pas donner raison à M. Grévy...

« Si, nous nous entendons dire par un député dit modéré, le message n'est pas déposé lundi, mardi au plus tard, une demande d'interpellation sur la politique générale sera déposée, et le ministère renversé. »

« Il sera difficile, cette fois, de se méprendre à l'Élysée sur la signification de ce vote. »

« L'Officiel n'a pas, ce matin, enregistré le décret de réinstallation du ministère. Ce décret, pressenti pour qu'aujourd'hui on ne put pas l'interrompre. »

« Malgré cela, on persiste à croire que M. Grévy, qui a déjà commencé à modifier, en le forçant, les termes de son message, se fera contraindre au prochain conseil tenu à cet effet. On avait dit que ce conseil devait avoir lieu ce soir. Il n'en est rien. Il sera tenu au dimanche ou lundi matin. »

« Demain, on se sait, doit avoir lieu un meeting salle Favie. Les mesures les plus énergiques ont été prises dans le cas où on y désirerait de se porter sur le Palais-Bourbon et l'Élysée. »

« A deux heures, on annonce la formation d'un ministère Modéré de Montan. Ce comité, provoqué dans les couloirs une très vive agitation. »

« M. de Cassagnac dit à M. Ranc, est un ministre de bavette. Voici la liste qui circule dans les groupes : présidence du conseil sans portefeuille, M. Madier de Montjan ; Affaires étrangères, Bourgeois ; guerre, général Biot ; marine, amiral Bourgeois ; intérieur, Granet ; justice, Thévenet ; finances, Rouvier ; commerce, Lockroy ; travaux publics, Sadi-Carnot ; instruction publique, Burdeau ; agriculture, Viette. »

« M. Lockroy qui vient d'écouter la lecture de cette liste : « Mais ce n'est pas possible... Comment a-t-on osé se servir de mon nom, sans me consulter. Messieurs, au nom de Dieu, coupez les actes et ce scandale. »

« M. Madier de Montjan arrive solennel et s'adresse aux journalistes : « Messieurs, je ne vous ai pas souvent demandé des services, mais aujourd'hui, je vous demande de me servir. »

« Les bureaux des groupes républicains de la Chambre ont tenu une réunion à laquelle assistaient les députés de gauche. Le premier président de la gauche républicaine, le Sénat président de la gauche républicaine. La discussion a fait ressortir que la majorité des deux Chambres n'est pas d'accord sur la question de la réunion plénière. Le Sénat, par crainte d'une manifestation de la rue devant le Palais-Bourbon, pendant cette réunion plénière, demande qu'elle ait lieu à Versailles, le matin même de la réunion au Congrès. »

« Les groupes républicains de la Chambre veulent au contraire, que la réunion se tienne à Paris, quelques heures seulement après la lecture du message. »

« Après une discussion longue et assez vive, l'accord n'étant pu se faire, les députés de la Chambre haute sont revenus auprès de leur mandat pour demander une extension de pouvoir. »

« Un journal du soir, la France, s'est donné la spécialité des interpellations à la Chambre. Les réunions des Droites et sur les résolutions qui peuvent y avoir été prises. »

« L'organe radical et freycinéiste dit, ce soir, que nos amis ont résolu, dans leur réunion d'hier soir, de voter pour la question de la réunion plénière, que sont là des instructions de M. le comte de Paris, etc., etc. M. de Mackau, que nous avons questionné à ce sujet, dans les couloirs, nous a autorisé à opposer à ces alléguations aussi ridicules qu'inexactes, le démenti le plus formel. »

« Voici le procès-verbal communiqué à la presse de la réunion des trois groupes républicains de la Chambre : « Les sénateurs républicains convoqués en assemblée générale décident qu'ils assisteront à une réunion plénière avec les députés républicains de la Chambre à la condition : « 1° Qu'aucune candidature à la présidence de la République ne sera discutée dans la réunion ; « 2° Que la réunion aura pour objet unique ou plusieurs secrets secrets pour la désignation du candidat ; « 3° Que la réunion aura lieu à Versailles dans la matinée du jour même du Congrès. »

« Paris, 27 novembre, 12 h. 05. — En quittant l'Élysée à 7 heures, M. Rouvier est rentré au ministère des finances. Il a reçu la visite de M. Barbe qui l'a chargé, dit-on, d'informer ses collègues du résultat de son entrevue avec M. Grévy. »

« Paris, sans recevoir les journalistes, il s'est rendu chez M. Ferry, où il a passé une partie de la soirée, en compagnie de nombreux opportunistes. »

« D'après ce qu'on dit, ce soir, la discussion entre M. Grévy et M. Rouvier a été vive. M. Grévy lui a communiqué son message dont les termes ont été trouvés encore trop vifs, par M. Rouvier, qui a refusé de le contresigner et même d'en saisir ses collègues, dans la réunion annoncée pour demain. »

« On prévoit que l'Officiel de demain ne publiera pas le décret de la réinstallation. Il semble donc que M. Grévy persiste dans son idée de résistance. »

Le général Bragère, interrogé, ce soir, par un de nos confrères, a confirmé en partie le dire suivant de M. Ferry : « Le président ne juge point que l'heure de sa retraite soit venue ; il ne veut pas céder à une pression trop directe. »

« Les radicaux se sont réunis en grand nombre à la Justice. Chez M. Ferry on continue le plan des opportunistes du Sénat que nous avons précédemment détaillé. »

« De plus en plus on prévoit que la journée de lundi sera très chaude si le message ne vient pas calmer les esprits réellement très surexcités. »

« Paris, 27 novembre, 12 h. 30. — D'après les calculs de notre confrère M. Ferry, ce dernier pourrait compter jusqu'à présent au Congrès sur 360 voix et M. de Freycinet sur 280. »

« Paris, 27 novembre, 12 h. 30. — Les commandants des corps d'armes sont prévus qu'ils devront regagner le siège de leur commandement le jour même que le message sera lu. »

« M. J. Grévy, dans son message, se bornerait à faire prévoir sa démission pour une date plus ou moins rapprochée. »

« Le farceur, dans le camp des radicaux, est indescriptible. On parle nettement maintenant d'une mise en accusation. Il faut s'attendre à tout, car tout est possible. »

LE WILSONISME

Les lettres écrites par M. Wilson à la Rattazzi, la signature associée de la Limouzin ne sont pas moins édifiantes. Il y en a qui en valent la peine :

« Madame, « J'ai le plaisir de vous adresser divers affaires que vous m'avez recommandées, notamment de l'affaire de M. S. B. ; venez me voir mercredi, de 11 heures à midi. »

« Recevez, madame, etc. » WILSON. « Et ces autres : « Madame, « J'ai l'honneur de vous transmettre une lettre que M. Wilson, a reçue à propos de votre mari, M. Wilson me charge de vous informer qu'il vous recevra, demain, à l'Élysée. »

« Recevez, etc. » Signé : MARTINEAU. « Madame, « M. le ministre des postes, auquel j'ai écrit pour recommander votre mari, me fait savoir qu'il n'est pas dans les conditions nécessaires pour émettre l'emploi qu'il sollicite. »

« Mais il m'a dit qu'il ferait son possible pour le faire entrer à Paris, dans le délai de deux jours. » Recevez, etc. WILSON. « M. Wilson me charge de vous faire savoir que vous pouvez le voir de main. »

« Comme pour la Limouzin, le dossier de la Rattazzi est bordé de convocations et de lettres d'adresses imprimées. Citons un dernier document, trouvé dans les papiers de cette matrone ; c'est une lettre adressée à Wilson : « Ministre des affaires étrangères à M. Wilson. Du 16 janvier 1887. »

« Monsieur le député, « Vous m'avez recommandé M. Jules Grévy, député de la Seine-Inférieure, au ministère comme commis de chancellerie. L'engagement de ces cadres ne me permet pas de donner suite, sous ce rapport, à votre demande, mais quand les circonstances seront plus favorables, je vous prie de croire que je me rappellerai votre recommandation. »

« Le coup de foudre final écho au milieu de la 10<sup>e</sup> Chambre. Nous avons raconté, en temps voulu cette affaire. Aussi nous bornerons-nous à la rappeler brièvement : « Au cours de l'instruction, M. Limouzin s'était aperçu qu'il manquait au dossier plusieurs lettres écrites par M. Grévy, et se rappelant la date de deux de ces lettres, écrites par M. Wilson sur papier de la Chambre des députés. Elle les réclama au parquet, qui lui les livra. »

« La préfecture, quelques jours après, remit au parquet les deux lettres en question. « M. Limouzin en fit lecture et fut très étonné de plus ; puis elle constata que le papier était différent ; et bientôt, en interrogeant le fabricant de papier de la Chambre, on acquit la certitude que ces lettres étaient écrites en 1884 et non en 1887. »

« Le fabricant, cité comme témoin, a fait à la barre une déclaration formelle dans ce sens. « Il est donc certain que deux lettres de M. Wilson ont été soustraites au dossier et remplacées par d'autres, après coup. »

« Ce fut le coup de grâce. Dès lors, M. Wilson ne pouvait plus être sauvé. Son beau-père ne pouvait plus représenter la France. L'évacuation de l'Élysée était énergiquement réclamée par l'opinion publique. Celle-ci vient d'imposer sa volonté souveraine. »

« Il faudrait pourtant s'entendre ! Depuis que la constitution républicaine a été votée, depuis qu'elle est devenue la loi du pays, nous avons toujours mis la République en dehors de nos polémiques. Cela ne suffit pas aux membres de la Ligue républicaine de Roubaix, si nous en jugeons par leur affiche de ce matin, signée de M. Achille Surcouf, de M. Pierre Flipo, de M. Staes-Brane et de quelques autres. »

« Ce n'est pas, à leurs yeux, la forme républicaine au gouvernement que nous avons le devoir de respecter. C'est leur République à eux, qui est tantôt opportuniste avec M. Servipol, tantôt radicale avec M. Moreau, mais jamais libérale. »

« Et voilà justement le point où nous nous séparons absolument. Nous, nous entendons distinguer. La République ne nous déplaît pas en elle-même et ce n'est plus là-dessus que nous sommes divisés aujourd'hui. »

« Ce sont les doctrines politiques et les pratiques gouvernementales de certains républicains que nous combattons. Nous sommes, volontiers, avec les candidats républicains, quand ils veulent bien admettre que le Droit, la Justice, l'Intégrité ne sont pas seulement des mots, mais que ce sont des principes qu'il faut appliquer dans le gouvernement. »

« Et voilà ce que vous n'avez pas encore voulu comprendre. Aujourd'hui, vous en venez, sans y prendre garde, à la République de M. Wilson. Nous nous refusons, absolument, à vous suivre jusqu'à cette République-là. »

« Nous nous refusons, absolument, à vous suivre jusqu'à cette République-là. »

« On distribue en ville un « tableau de la situation politique », dans lequel l'autour classe ainsi les partis : A DROITE, les bourgeois (3) les orléanistes, les jérémistes,

les victoristes ; A GAUCHE, les radicaux, les intrançais, les socialistes, les anarchistes ; AU MILIEU, la République modérée. »

« Et l'auteur de ce travail naïf ajoute ceci : « La République modérée ? POUR VANT donner à la fois l'ordre et la liberté. »

« Eh oui, la République modérée pourrait nous donner l'ordre et la liberté, mais à la condition qu'elle sera dirigée par des conservateurs comme MM. Dolezal et Fauville, et non par des opportunistes sans principes comme Pierre Legrand et Maxime Lecomte. »

PROTESTATION DES OUVRIERS

Les ouvriers électeurs de la filature de Monsieur Alfred DELESALLE, indignés des attaques persistantes de leur patron et eux-mêmes ont été obligés au cours de la période électorale, à Monsieur le Rédacteur en chef du Progrès du Nord la lettre suivante :

« Monsieur le Rédacteur en chef du Progrès du Nord, Monsieur le Rédacteur, Ouvriers électeurs de la filature de Monsieur Alfred DELESALLE, nous protestons, au nom de tous nos camarades d'atelier, contre les mensonges contenus dans votre article concernant les rapports de Monsieur Delesalle avec ses ouvriers et dans lequel vous appelez notre atelier ABAT-TOIR. »

« Nous pourrions citer pour vous confondre les états de service de nos camarades, nous employés dans la filature depuis dix, vingt ans et plus. Qu'il nous suffise de vous dire que, tous sans exception, nous voterons dimanche pour Monsieur DELESALLE. »

« Vangheider Delphin, Picquet Delphin, Carpentier Charles, Mullier Titebaud, Dhailuin Louis, Lucas Louis, Ranké Joseph, Verhaert Gérard, Trudel Charles-Louis, Il chaux François, Dolezal Joseph, Vandereken, Oreson Alfred, Gilar Jean, Laforet Alfred, Rebmans Xavier, Porras François, Goché Auguste, Glorieux Adolphe, Ballo Elie, Rock Arthur, Lessig Charles, Lobaun Henri, Lehoucq Gustave, Deroussaux Auguste, Mesquie Jean-Baptiste, Mahieu, Pouchou Louis, Laforet Désiré, Hudoq Désiré, Delbecq Henri. »

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIALE) Séance du samedi 26 novembre 1887. Présidence de M. Floquet, président.

« M. le Président. — La Chambre ne veut sans doute pas entendre la discussion du projet relatif à l'instruction criminelle. (Rires et exclamations. Non, non.) Dans ce cas la séance est levée et renvoyée à lundi. »

SENAT

(D'après DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER) Séance du samedi 26 novembre 1887. La séance est ouverte à 2 heures, sous la présidence de M. Magnier, vice-président. Le procès-verbal est lu et adopté. Après la tirage au sort des bureaux, le Sénat est réuni à 3 heures et lève la séance à 2 h. 1/2. »

NOUVELLES DU JOUR

« Une manifestation à Paris. Paris, 27 nov., 12 h. 30. — Un mouvement de manifestation a eu lieu, vers midi. Une bande de 300 individus a parcouru les boulevards, les rues Richelieu et Drouot, en criant : « Démission ! Démission ! La police les a laissés faire. »

« Une lettre du général Sausser. M. Gaston Thomson, rédacteur en chef du National, a reçu de M. le général Sausser, gouverneur militaire de Paris, la lettre suivante : « Paris, le 26 novembre 1887. »

« Mon cher ami, « Quoiqu'il puisse paraître singulier de décrocher une place qui n'est même pas vacante, je dois cependant, comme vous, qu'il est utile, en présence de la vive polémique qui se continue à ce sujet, de déclarer que je ne suis pas candidat à la présidence de la République. »

« Veuillez donc être assez bon pour engager, le cas échéant, les quelques amis que j'ai l'honneur de posséder dans les deux Chambres, à ne pas égarer leur vote sur mon nom. » « Général SAUSSER. »

« Une réponse du général Caffarel au général Ferron. Paris, 26 novembre. — Le général Caffarel est venu, au soir d'hier, à la Chambre pour remettre à M. Leydet, membre de la commission d'enquête, une lettre protestant contre les décrets du ministre de la guerre, lites hier à la commission, et portant que M. Caffarel avait tenté de vendre certaines notes au général belge. Cette lettre sera rendue publique dans un deux jours. »

« Le cas de M. d'Andlau. Paris, 26 novembre. — La commission relative au cas de M. d'Andlau s'est prononcée pour sa déchéance comme sénateur, après qu'on aura vérifié si la signification du jugement a été faite au général d'Andlau ou à son représentant, son avocat, et si le délai légal de dix jours, depuis cette signification, est expiré. »

« Le général Boulanger et M. J. Grévy. La Patrie répondant aux démentis qui ont été donnés à son information relative à l'entrevue du général Boulanger et de M. J. Grévy, dit : « Ce que nous affirmions, hier, nous l'affirmons encore de la façon la plus absolue. »

« La Souveraineté, qui nous fait dire plus que nous n'avons dit, en ajoutant un paragraphe à la dépêche dont s'agit, termine ainsi : « Il se peut que la bonne foi de la Patrie ait été surprise, car on assure d'autre part, que cette nouvelle est dénuée de fondement et qu'elle surprend le général Boulanger se montrant peu satisfait de l'usage fait de son nom en ce cas. »

« Qu'est-ce qui est dénué de fondement, la nouvelle dont le dépôt est l'objet ou l'envoi de la dépêche ? Encore une fois, nous maintenons entièrement la nouvelle de l'envoi. »

« Retour de l'Élysée. Paris, 26 novembre. — Calme complet autour de l'Élysée, où un grand nombre d'agents en bourgeois circulent. Le démantèlement de divers objets à l'avenue d'Iéna, a pris ce matin une plus grande extension. »

Les voitures se succèdent sans interruption dans la cour de l'annexe de droite. Pour peu que cela dure, il n'y aura plus à trans porter, avenue d'Iéna, que les bêtes du nouveau logis. »

« L'Allemagne et la Russie. Bruxelles, 26 novembre. — Le Nord dit que le caractère d'intimité affectueux qui revêt l'entrevue de Berlin, permet de considérer comme possible le rétablissement des bonnes relations antérieures entre les deux empires, relations qui seraient basées, non sur l'humiliation des intérêts de l'un ou de l'autre, mais sur le respect mutuel des intérêts de chacun et sur leur indépendance politique. »

« Nouvelles du Tonkin. On mande de Hanoi, le 20 octobre, que le capitaine Coste, du 1<sup>er</sup> bataillon de chasseurs à pied, secondant le lieutenant de Fitzjames, a surpris, dans le Nghé An, après une marche de nuit des plus hardies et des plus pénibles, le fameux chef des rebelles Ding-Gong-Chang et une partie de sa bande. Ding-Gong-Chang et vingt de ses hommes ont été tués. »

LETRE PERSANE

« Un déjeuner à l'Élysée. Un arrière-neveu du célèbre Usbeck qui, quoique Persan, s'attachait beaucoup aux choses de la France, se rendait à Paris, et il fut invité à un déjeuner intime de l'Élysée. Un de nos reporters, qui apprend le persan à peu près et traduit la lettre dans laquelle Usbeck rend compte de ses impressions à son oncle, nous fait connaître ce déjeuner au dîner éminent, que le voyageur ne prévoyait pas. Mais elle est écrite avec sincérité. »

« Nous pourrions citer pour vous confondre les états de service de nos camarades, nous employés dans la filature depuis dix, vingt ans et plus. Qu'il nous suffise de vous dire que, tous sans exception, nous voterons dimanche pour Monsieur DELESALLE. »

« Vangheider Delphin, Picquet Delphin, Carpentier Charles, Mullier Titebaud, Dhailuin Louis, Lucas Louis, Ranké Joseph, Verhaert Gérard, Trudel Charles-Louis, Il chaux François, Dolezal Joseph, Vandereken, Oreson Alfred, Gilar Jean, Laforet Alfred, Rebmans Xavier, Porras François, Goché Auguste, Glorieux Adolphe, Ballo Elie, Rock Arthur, Lessig Charles, Lobaun Henri, Lehoucq Gustave, Deroussaux Auguste, Mesquie Jean-Baptiste, Mahieu, Pouchou Louis, Laforet Désiré, Hudoq Désiré, Delbecq Henri. »

Un déjeuner à l'Élysée

« Un arrière-neveu du célèbre Usbeck qui, quoique Persan, s'attachait beaucoup aux choses de la France, se rendait à Paris, et il fut invité à un déjeuner intime de l'Élysée. Un de nos reporters, qui apprend le persan à peu près et traduit la lettre dans laquelle Usbeck rend compte de ses impressions à son oncle, nous fait connaître ce déjeuner au dîner éminent, que le voyageur ne prévoyait pas. Mais elle est écrite avec sincérité. »

« Nous pourrions citer pour vous confondre les états de service de nos camarades, nous employés dans la filature depuis dix, vingt ans et plus. Qu'il nous suffise de vous dire que, tous sans exception, nous voterons dimanche pour Monsieur DELESALLE. »

« Vangheider Delphin, Picquet Delphin, Carpentier Charles, Mullier Titebaud, Dhailuin Louis, Lucas Louis, Ranké Joseph, Verhaert Gérard, Trudel Charles-Louis, Il chaux François, Dolezal Joseph, Vandereken, Oreson Alfred, Gilar Jean, Laforet Alfred, Rebmans Xavier, Porras François, Goché Auguste, Glorieux Adolphe, Ballo Elie, Rock Arthur, Lessig Charles, Lobaun Henri, Lehoucq Gustave, Deroussaux Auguste, Mesquie Jean-Baptiste, Mahieu, Pouchou Louis, Laforet Désiré, Hudoq Désiré, Delbecq Henri. »

Chambre des députés

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIALE) Séance du samedi 26 novembre 1887. Présidence de M. Floquet, président.

« M. le Président. — La Chambre ne veut sans doute pas entendre la discussion du projet relatif à l'instruction criminelle. (Rires et exclamations. Non, non.) Dans ce cas la séance est levée et renvoyée à lundi. »

Senat

(D'après DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER) Séance du samedi 26 novembre 1887. La séance est ouverte à 2 heures, sous la présidence de M. Magnier, vice-président. Le procès-verbal est lu et adopté. Après la tirage au sort des bureaux, le Sénat est réuni à 3 heures et lève la séance à 2 h. 1/2. »

Nouvelles du jour

« Une manifestation à Paris. Paris, 27 nov., 12 h. 30. — Un mouvement de manifestation a eu lieu, vers midi. Une bande de 300 individus a parcouru les boulevards, les rues Richelieu et Drouot, en criant : « Démission ! Démission ! La police les a laissés faire. »

« Une lettre du général Sausser. M. Gaston Thomson, rédacteur en chef du National, a reçu de M. le général Sausser, gouverneur militaire de Paris, la lettre suivante : « Paris, le 26 novembre 1887. »

« Mon cher ami, « Quoiqu'il puisse paraître singulier de décrocher une place qui n'est même pas vacante, je dois cependant, comme vous, qu'il est utile, en présence de la vive polémique qui se continue à ce sujet, de déclarer que je ne suis pas candidat à la présidence de la République. »

« Veuillez donc être assez bon pour engager, le cas échéant, les quelques amis que j'ai l'honneur de posséder dans les deux Chambres, à ne pas égarer leur vote sur mon nom. » « Général SAUSSER. »

« Une réponse du général Caffarel au général Ferron. Paris, 26 novembre. — Le général Caffarel est venu, au soir d'hier, à la Chambre pour remettre à M. Leydet, membre de la commission d'enquête, une lettre protestant contre les décrets du ministre de la guerre, lites hier à la commission, et portant que M. Caffarel avait tenté de vendre certaines notes au général belge. Cette lettre sera rendue publique dans un deux jours. »

« Le cas de M. d'Andlau. Paris, 26 novembre. — La commission relative au cas de M. d'Andlau s'est prononcée pour sa déchéance comme sénateur, après qu'on aura vérifié si la signification du jugement a été faite au général d'Andlau ou à son représentant, son avocat, et si le délai légal de dix jours, depuis cette signification, est expiré. »

« Le général Boulanger et M. J. Grévy. La Patrie répondant aux démentis qui ont été donnés à son information relative à l'entrevue du général Boulanger et de M. J. Grévy, dit : « Ce que nous affirmions, hier, nous l'affirmons encore de la façon la plus absolue. »

« La Souveraineté, qui nous fait dire plus que nous n'avons dit, en ajoutant un paragraphe à la dépêche dont s'agit, termine ainsi : « Il se peut que la bonne foi de la Patrie ait été surprise, car on assure d'autre part, que cette nouvelle est dénuée de fondement et qu'elle surprend le général Boulanger se montrant peu satisfait de l'usage fait de son nom en ce cas. »

« Qu'est-ce qui est dénué de fondement, la nouvelle dont le dépôt est l'objet ou l'envoi de la dépêche ? Encore une fois, nous maintenons entièrement la nouvelle de l'envoi. »

« Retour de l'Élysée. Paris, 26 novembre. — Calme complet autour de l'Élysée, où un grand nombre d'agents en bourgeois circulent. Le démantèlement de divers objets à l'avenue d'Iéna, a pris ce matin une plus grande extension. »

« L'Allemagne et la Russie. Bruxelles, 26 novembre. — Le Nord dit que le caractère d'intimité affectueux qui revêt l'entrevue de Berlin, permet de considérer comme possible le rétablissement des bonnes relations antérieures entre les deux empires, relations qui seraient basées, non sur l'humiliation des intérêts de l'un ou de l'autre, mais sur le respect mutuel des intérêts de chacun et sur leur indépendance politique. »

« Nouvelles du Tonkin. On mande de Hanoi, le 20 octobre, que le capitaine Coste, du 1<sup>er</sup> bataillon de chasseurs à pied, secondant le lieutenant de Fitzjames, a surpris, dans le Nghé An, après une marche de nuit des plus hardies et des plus pénibles, le fameux chef des rebelles Ding-Gong-Chang et une partie de sa bande. Ding-Gong-Chang et vingt de ses hommes ont été tués. »

« Lettre persane. Un arrière-neveu du célèbre Usbeck qui, quoique Persan, s'attachait beaucoup aux choses de la France, se rendait à Paris, et il fut invité à un déjeuner intime de l'Élysée. Un de nos reporters, qui apprend le persan à peu près et traduit la lettre dans laquelle Usbeck rend compte de ses impressions à son oncle, nous fait connaître ce déjeuner au dîner éminent, que le voyageur ne prévoyait pas. Mais elle est écrite avec sincérité. »

« Nous pourrions citer pour vous confondre les états de service de nos camarades, nous employés dans la filature depuis dix, vingt ans et plus. Qu'il nous suffise de vous dire que, tous sans exception, nous voterons dimanche pour Monsieur DELESALLE. »

« Vangheider Delphin, Picquet Delphin, Carpentier Charles, Mullier Titebaud, Dhailuin Louis, Lucas Louis, Ranké Joseph, Verhaert Gérard, Trudel Charles-Louis, Il chaux François, Dolezal Joseph, Vandereken, Oreson Alfred, Gilar Jean, Laforet Alfred, Rebmans Xavier, Porras François, Goché Auguste, Glorieux Adolphe, Ballo Elie, Rock Arthur, Lessig Charles, Lobaun Henri, Lehoucq Gustave, Deroussaux Auguste, Mesquie Jean-Baptiste, Mahieu, Pouchou Louis, Laforet Désiré, Hudoq Désiré, Delbecq Henri. »

« Ce coup de main a été suivi de la nomination de plusieurs chefs de la rébellion, ceux là même qui, sous les ordres de Ding-Gong-Chang, avaient fait la résistance à Badich, au commencement de l'année. »

Un déjeuner à l'Élysée

« Un arrière-neveu du célèbre Usbeck qui, quoique Persan, s'attachait beaucoup aux choses de la France, se rendait à Paris, et il fut invité à un déjeuner intime de l'Élysée. Un de nos reporters, qui apprend le persan à peu près et traduit la lettre dans laquelle Usbeck rend compte de ses impressions à son oncle, nous fait connaître ce déjeuner au dîner éminent, que le voyageur ne prévoyait pas. Mais elle est écrite avec sincérité. »

« Nous pourrions citer pour vous confondre les états de service de nos camarades, nous employés dans la filature depuis dix, vingt ans et plus. Qu'il nous suffise de vous dire que, tous sans exception, nous voterons dimanche pour Monsieur DELESALLE. »

« Vangheider Delphin, Picquet Delphin, Carpentier Charles, Mullier Titebaud, Dhailuin Louis, Lucas Louis, Ranké Joseph, Verhaert Gérard, Trudel Charles-Louis, Il chaux François, Dolezal Joseph, Vandereken, Oreson Alfred, Gilar Jean, Laforet Alfred, Rebmans Xavier, Porras François, Goché Auguste, Glorieux Adolphe, Ballo Elie, Rock Arthur, Lessig Charles, Lobaun Henri, Lehoucq Gustave, Deroussaux Auguste, Mesquie Jean-Baptiste, Mahieu, Pouchou Louis, Laforet Désiré, Hudoq Désiré, Delbecq Henri. »

Chambre des députés

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIALE) Séance du samedi 26 novembre 1887. Présidence de M. Floquet, président.

« M. le Président. — La Chambre ne veut sans doute pas entendre la discussion du projet relatif à l'instruction criminelle. (Rires et exclamations. Non, non.) Dans ce cas la séance est levée et renvoyée à lundi. »

Senat

(D'après DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER) Séance du samedi 26 novembre 1887. La séance est ouverte à 2 heures, sous la présidence de M. Magnier, vice-président. Le procès-verbal est lu et adopté. Après la tirage au sort des bureaux, le Sénat est réuni à 3 heures et lève la séance à 2 h. 1/2. »

Nouvelles du jour

« Une manifestation à Paris. Paris, 27 nov., 12 h. 30. — Un mouvement de manifestation a eu lieu, vers midi. Une bande de 300 individus a parcouru les boulevards, les rues Richelieu et Drouot, en criant : « Démission ! Démission ! La police les a laissés faire. »

« Une lettre du général Sausser. M. Gaston Thomson, rédacteur en chef du National, a reçu de M. le général Sausser, gouverneur militaire de Paris, la lettre suivante : « Paris, le 26 novembre 1887. »

« Mon cher ami, « Quoiqu'il puisse paraître singulier de décrocher une place qui n'est même pas vacante, je dois cependant, comme vous, qu'il est utile, en présence de la vive polémique qui se continue à ce sujet, de déclarer que je ne suis pas candidat à la présidence de la République. »

« Veuillez donc être assez bon pour engager, le cas échéant, les quelques amis que j'ai l'honneur de posséder dans les deux Chambres, à ne pas égarer leur vote sur mon nom. » « Général SAUSSER. »